



# Le 1er Mai

**POUR le maintien de nos allocations familiales  
et une réelle politique familiale de haut niveau  
Défilons en famille !**

Le premier ministre a commandé à Bertrand Fragonard, Président du Haut Conseil à la Famille, un rapport pour étudier divers scénarios de réformes des prestations familiales destinées à réaliser plus de 2 milliards d'économie pour ramener la branche Famille de la Sécurité Sociale à l'équilibre financier.

L'objectif contradictoire d'une redistribution vers les familles les plus pauvres tout en menant une réduction drastique des dépenses publiques imposée par l'Europe libérale est clairement énoncé.

Le déficit de la branche Famille, évalué à 2,6 milliards pour 2013, est en réalité un prétexte pour porter un coup décisif au principe de l'universalité des AF (allocations familiales) respecté depuis la création de la Sécurité sociale.

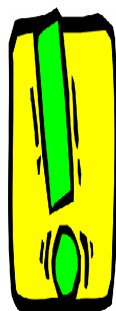
**En effet, le rapport de B. Fragonard préconise la modulation du montant des allocations familiales en fonction des ressources des familles et porte atteinte à d'autres prestations telles celle de la PAJE (Prestation d'accueil du Jeune Enfant).**



Pour la CGT, la modulation du montant des AF en fonction des revenus constitue une rupture historique des politiques familiales : c'est la fin de l'universalité de ces droits qui permettaient à toutes les familles de réduire leurs charges pour élever leurs enfants et donc trouver une juste compensation au regard des ménages sans enfant.

**POUR  
le droit aux  
allocations  
familiales non  
imposables et  
sans conditions  
de ressources  
dès le 1<sup>er</sup> enfant**

**En effet, le concept de famille aisée entretenu dans ce rapport stigmatise en particulier les couples bi actifs, considérés comme riches dès lors qu'ils percevraient plus de 3 885 € de revenus salariaux et pour qui il faudrait donc réduire les Allocations Familiales !**



Cette position totalement injuste ne ferait que pénaliser le second salaire du ménage, en l'occurrence **celui des femmes.**

**Les prestations familiales ne sont pas conçues pour résorber la pauvreté, même si elles y contribuent de fait. Seules de véritables politiques sociales alliées à des augmentations des salaires et des créations d'emplois stables pourront y parvenir.**

En effet, pour réduire les inégalités, il ne faut pas réduire les dépenses pour les familles et les populations mais trouver de nouvelles recettes.

C'est ce qui permettra de sortir de la crise en relançant la consommation et donc la croissance, et non en accordant 20 milliards (pris sur les deniers publics) de crédits d'impôts : compétitivité aux entreprises qui se rajoutent aux 200 milliards d'euros d'aides annuelles à ces mêmes entreprises.

La CGT combattra donc toutes les mesures qui ne feraient que réduire une politique familiale jugée efficace par tous les observateurs.

**Ce serait en effet un contre-sens historique.**

La CGT revendique une politique familiale solidaire, fondée sur l'universalité et la démocratie et donc une réforme du financement de la Sécurité Sociale fondée sur les richesses créées par le travail.

**Alors à mercredi 1<sup>er</sup> Mai  
15h00 Place de la Bastille pour nos droits**

**Liste Bus** : Melun : 06.66.67.58.88 [ulcgtmelun@wanadoo.fr](mailto:ulcgtmelun@wanadoo.fr) ó Sénart : 01.60.63.69.69 [ulcgtsenart@wanadoo.fr](mailto:ulcgtsenart@wanadoo.fr)  
Montereau : 01.64.32.05.46 [ulcgt.montereau@wanadoo.fr](mailto:ulcgt.montereau@wanadoo.fr) ó Mitry : 06.89.93.27.03 [ulmitrycgt@yahoo.fr](mailto:ulmitrycgt@yahoo.fr)

Fait à Melun, le 23 avril 2013